Le Monde

PAYS :France
PAGE(S) :12
SURFACE :18 %
PERIODICITE :Quotidien

DIFFUSION :275310
JOURNALISTE :Éric Albert

► 16 juillet 2025 - N°25050

Derrière les menaces de Trump, des dommages réels à l'économie

Même si l'Europe évite in fine les 30 % de droits de douane, les relations commerciales avec les Etats-Unis entrent dans une nouvelle ère

Retour à la case départ. Quatre mois après les premières annonces de nouveaux droits de douane par Donald Trump, la politique commerciale des Etats-Unis demeure toujours aussi floue. Depuis début juillet, le président américain a envoyé une nouvelle salve de menaces.

A la date du lundi 14 juillet, il avait expédié 25 lettres qui annoncent, pour le 1er août, des taux de 25 % d'imposition sur les importations venant du Japon, de la Corée du Sud, du Kazakhstan ou de la Tunisie ; 36 % pour le Cambodge et la Thaïlande ; 40 % pour la Birmanie ; 50 % pour le Brésil... En matière de volume commercial, les menaces les plus importantes visent le Canada (35 %), le Mexique (30 %) et l'Union européenne (30 %). Il faut y ajouter des menaces orales d'imposer des *« droits de douane secondaires »* sur la Russie à 100 %. Au total, ce seraient des taxes équivalentes ou supérieures à celles annoncées le 2 avril, *« le jour de la libération »*. Les négociations menées depuis cette date n'ont, apparemment, servi à rien.

« L'objectif de Donald Trump est de faire peur, mais c'est de moins en moins crédible », estime Thierry Mayer, professeur d'économie à Sciences Po et conseiller scientifique pour le Centre d'études prospectives et d'informations internationales. La réaction quasi indifférente des marchés européens, lundi, confirme cette impression : en France, le CAC 40 a perdu seulement 0,27 %, en Allemagne, le DAX 30 a reculé de 0,39 %.

Sven Jari Stehn, économiste chez Goldman Sachs, résume le sentiment général : *« Les menaces du président Trump pourraient bien être une tactique de négociations et, pour l'instant, nous maintenons notre scénario central qu'un accord-cadre pour maintenir les droits de douane existants pourrait être trouvé. »* Mais là se trouve tout l'enjeu : même en cas d'accord, les relations commerciales avec les Etats-Unis entrent dans une nouvelle ère.

M. Stehn table sur une hausse des droits de douane américains sur l'Union européenne (UE) à 16 % au total, soit cinq fois plus qu'avant le retour de Donald Trump au pouvoir. Certains secteurs sont particulièrement visés : il y a ceux déjà en place (50 % sur l'aluminium et l'acier, 25 % sur l'automobile) et 10 % pour l'ensemble des marchandises. Et il y a ceux à venir. *« Nous prévoyons que les Etats-Unis mettront 25 % sur les biens critiques, en incluant l'industrie pharmaceutique »*, ajoute M. Stehn. *« Une telle hausse des droits de douane serait inédite »*, souligne M. Mayer.

L'automobile, une obsession

Même avec un accord, l'UE se retrouverait sérieusement touchée par la politique de M. Trump. Ce n'est pas tant l'économie dans sa totalité qui souffrirait que certains secteurs, dit M. Mayer : *« Les exportations représentent un tiers du PIB* [produit intérieur brut] *français, dont 13 % vers les Etats-Unis. Les taxe américaines ne touchent donc que 4 % du PIB. Mais pour les producteurs de vin ou les exportateurs de pièces détachées dans l'aéronautique, l'impact sera très fort. »*

C'est notamment vrai pour l'industrie automobile, une obsession de M. Trump. Sur la base de précédents historiques, M. Mayer a modélisé l'impact de droits de douane de 25 % pour ce secteur. Les résultats sont spectaculaires : la production automobile au Canada et au Mexique baisserait respectivement de 22 % et de 19 % ; le pays le plus touché au monde serait la Corée du Sud (– 25 %).

En Europe, la Suède et l'Italie seraient les plus affectées (– 13 % et – 7 %), mais en valeur absolue l'Allemagne est le pays qui souffrirait le plus, perdant une production de plus de 200 000 véhicules. Et les Etats-Unis seraient les grands gagnants : leur production automobile ferait un bond de 32 %.

Cette modélisation apporte une leçon majeure : pour le secteur automobile, les droits de douane permettraient de rapatrier une partie de la production vers les Etats-Unis. En revanche, en cas de mesures de rétorsion (si le reste de la planète imposait aussi 25 % de taxes sur les exportations américaines d'automobiles), les autres pays réussiraient à limiter la casse, car les exportations américaines seraient réduites, libérant des parts de marché.

La perte pour l'Allemagne serait ainsi réduite de moitié. M. Mayer en conclut que l'UE doit se montrer dure avec M. Trump : *« Elle peut ne pas répliquer tout de suite, pour laisser la place aux négociations, mais elle doit être prête à réagir fortement, quitte à aggraver la situation de certains exportateurs, qu'il faudrait alors soutenir. »* ■

ÉRIC ALBERT

Tous droits de reproduction réservés